



STRATEGIE PROVINCIALE DE STABILISATION POUR LE NORD-KIVU ET SON PLAN D'ACTION PRIORITAIRE ASSOCIE (SPS ET PAPS)

RAPPORT FINAL

Atelier de Restitution avec les communautés de la zone « Autour de Kitshanga : Chefferie de Bashali et Chefferie de Bwito »



**Organisé par le STAREC Nord-Kivu
Soutenu par l'Unité d'Appui à la Stabilisation de la MONUSCO**

Les 28 et 29 octobre 2015 à la Salle de la Paroisse St-Barthelemy à Kitshanga

Rédigé par les facilitateurs, Mme Odile Bulabula Mbila et M. Justin-Pascal Rukengwa, avec l'appui de l'UAS et du STAREC, Kinshasa, Bukavu, Goma, Février 2016

Sigles et abréviations

- ANR : Agence Nationale des Renseignements
- CLPC : Comités Locaux Permanents de Conciliation
- CLPD : Comités Locaux de Paix et de Développement
- CNR : Commission Nationale des Réfugiés
- CPDG : Cellules de Paix et de Développement du Groupement
- DDRRR : Désarmement, Démobilisation, Réintégration, Rapatriement des Réfugiés Rwandais
- DGI : Direction Générale des Impôts
- DGRNK : Direction Générale des Recettes du Nord-Kivu
- DGRAD : Direction Générale des Recettes Administratives et Domaniales
- FARDC : Forces armées de la République Démocratique du Congo
- ISSSS : Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation
- JTN : Jardin theicole de Ngeri
- FDLR : Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
- MONUC : Mission de l'Organisation des Nations Unies au Congo
- MONUSCO : Mission l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo
- OFIDA : Office de Douane et Assises
- ONU : Organisation des Nations Unies
- PAPS : Plan d'Action Provinciale de Stabilisation
- PAREC : Opération de pacification et de collecte d'armes
- PNC : Police Nationale Congolaise
- RDC : République Démocratique du Congo
- SFCG : Search For Common Grounds
- SOMIKIVU : Société Minière du Kivu
- SPS: Stratégie Provinciale de Stabilisation
- STAREC : Programme du Gouvernement de la RDC pour la Reconstruction et la Stabilisation des zones sortant des conflits armés
- UAS : Unité d'Appui à la Stabilisation de la MONUSCO

Table des matières

0. RESUME EXECUTIF	5
0.1 Contexte sécuritaire de l'Atelier	6
0.2 Enseignements globaux	6
0.3 Les Conflits en bref	7
0.4 Les Rôles en bref	7
0.5 Les prochains pas	8
A. INTRODUCTION	9
1. Contexte	9
2. Participants.....	10
3. Méthodologie	10
B. DEROULEMENT DE L'ATELIER.....	11
1. Cérémonie d'ouverture	11
2. La Stabilisation.....	11
2.1. La vision des participants	11
2.2. Approche de stabilisation et opérationnalisation	12
2.3 Discussions, Echanges	14
2.4. Recommandations.....	14
3. Problèmes majeurs vécus dans la zone « Autour de Kitshanga »	15
3.1. Panel de Discussion	15
3.2. Carrefours.....	16
3.3. Partage des travaux de groupes	17
3.3.1 La vision des représentantes des groupes de femmes	17
3.3.2 La vision des représentants de la jeunesse	18
3.3.3 La vision des représentants des agriculteurs-éleveurs	18
3.3.4 La vision des représentants des Autorités	19
3.3.5 La vision des représentants des Médias.....	20
3.3.6 La vision du groupe de "KITSHANGA"	21
3.3.7 La vision du groupe de "PINGA"	22
3.3.8 La vision du groupe de "BWITO"	23
3.3. Mise en commun et quelques points de discussion	24
4. Programmation développée dans la zone « Autour de Kitshanga »	25

5. Les rôles des acteurs locaux et les leviers pour la stabilisation	26
5.1. Méthodologie	26
5.2. Synthèse du contenu du carrefour	26
5.3. Présentations des groupes de travail	26
6. Prochains pas et engagements.....	29
7. Communication et impact	30
8. Cérémonie de clôture	30
Annexe 1 : liste des participants	32

0. RESUME EXECUTIF

L'atelier de restitution de la Stratégie Provinciale de Stabilisation (SPS) et du Plan d'Actions Prioritaires associé (PAPS) pour le Nord-Kivu était destiné aux communautés de la zone prioritaire de stabilisation « Autour de Kitshanga ». Il s'est tenu le mercredi 28 et le jeudi 29 octobre 2015 à Kitshanga, dans la grande salle de la paroisse Saint Barthelemy, ceci dans le cadre de l'opérationnalisation de la phase 2 du STAREC/ISSSS. Il a été organisé par la Coordination provinciale du STAREC Nord-Kivu, soutenue par l'Unité d'Appui à la Stabilisation de la MONUSCO.

Les quelque quatre-vingt (80) participants proviennent de diverses catégories : les autorités, les leaders des communautés, les Chefs coutumiers, les leaders des jeunes et des femmes, les médias, les confessions religieuses, les organisations locales, nationales et internationales, la police et l'armée nationales congolaises, des représentants d'éleveurs et d'agriculteurs, la société civile, le STAREC et la MONUSCO. Ils ont reçu une information au sujet de la SPS Nord-Kivu et sur l'analyse de conflits dans leur zone et échanger sur les moteurs de conflits à l'œuvre dans leur milieu. L'atelier a permis aussi à ces acteurs au niveau local d'identifier les rôles qu'ils peuvent jouer dans le cadre de la stabilisation et d'envisager comment les réaliser de manière pratique. La facilitation a été assurée par deux personnes-ressource externes à la zone, soutenues par les équipes du STAREC et de l'UAS.

Le STAREC National était représenté par l'Assistant du Coordonnateur, Monsieur Kilimani Lambo, le Gouvernement provincial du Nord-Kivu par M. Félicien Miganda Garaga, Conseiller du Gouverneur, Mme la Ministre du Plan était représentée par un expert du Ministère provincial du Plan, M. Aziz Muhindo, les Administrateurs des Territoires de Masisi et Rutshuru étaient représentés par le fonctionnaire délégué, Monsieur Kichengele Banzungu, la MONUSCO était représentée par le Chef du Bureau ai pour le Nord-Kivu, M. Josiah Obat ainsi que des représentants des Affaires civiles en plus de l'UAS.

Il a été difficile d'assurer une bonne représentation des femmes lors de la préparation de la liste des participants mais une attention particulière a été donnée à cet aspect. Les femmes ont été encouragées à exprimer leurs préoccupations et compte tenu de leur nombre moindre (16%), la parole leur a été plus souvent attribuée.

L'atelier de deux jours a porté sur les sept axes suivants :

1. La compréhension de la stabilisation ;
2. Le processus d'opérationnalisation de la deuxième phase STAREC/ISSSS ;
3. L'approche de travail, le dialogue démocratique et la participation;
4. Les problèmes majeurs et les causes profondes des conflits vécus dans la zone
5. La programmation STAREC/ISSSS envisagée pour la zone autour de Kitshanga
6. Les rôles des acteurs locaux et leviers pour la stabilisation ;
7. Les prochains pas et les engagements

0.1 Contexte sécuritaire de l'Atelier

La situation sécuritaire qui prévaut dans la zone est fragile. La mission de préparation de l'Atelier a dû être repoussée à deux reprises à cause des conditions qui ne permettaient pas une descente sécurisée. La préparation logistique et financière a dû également être très discrète pour éviter tout incident. Pendant l'Atelier lui-même, des événements potentiellement générateurs de conflits ont eu lieu et les interventions concertées de plusieurs participants, dont les autorités religieuses et traditionnelles, ensemble avec les deux co-organisateurs, ont permis de trouver des solutions apaisées. Cet état de fait qui met en évidence à la fois la fragilité du contexte et la force des acteurs lorsqu'ils se mettent ensemble est une caractéristique qui se retrouve dans tous les débats.

0.2 Enseignements globaux

1. Les défis sont nombreux et ne peuvent être affrontés que par tous les acteurs ensemble.
2. La société dans la zone est très fragmentée. Une certaine méfiance prévaut entre les populations - qui se sentent délaissées et insécurisées - et des représentants de l'Etat.
3. **La méfiance des participants envers les semblants de dialogue, les formations et actions superficielles qui ont lieu depuis des années sans que rien ne change.**
4. L'insécurité et la faiblesse de l'autorité de l'Etat qui persistent en dépit des efforts
5. Sans l'implication forte des communautés locales STAREC/ISSSS ne peut pas avancer dans le travail de stabilisation.
6. Toutes les couches de populations et d'acteurs représentés souhaitent la stabilisation et veulent contribuer à la mettre en œuvre. La tenue de ces assises et la participation de tous en dépit de situations difficiles démontrent qu'il y a volonté de se mettre ensemble.
7. Il y a eu un franc parler entre tous, ce qui permet de commencer à se comprendre un peu mieux et de saisir les obstacles sur le chemin de la stabilisation.
8. Tous les acteurs ont souligné la nécessité de travailler à la fois sur les négociations entre communautés et acteurs et sur l'amélioration des infrastructures, surtout des routes, pour avancer en même temps vers le développement.
9. L'appropriation de la stratégie de stabilisation par les premiers concernés a commencé. L'esprit était tourné vers la recherche des solutions et non des coupables.
10. La collaboration étroite et de confiance entre le STAREC et l'UAS est l'un des éléments importants sur lequel il faudra veiller pour le succès de la stabilisation dans la zone.

Cet atelier a aussi permis de:

- Réunir des participants qui ne s'étaient plus rencontrés depuis longtemps ;
- Mettre ensemble des personnes aux profils divers et souvent isolées du fait des clivages et de la méfiance ;
- Avoir une meilleure information sur des parties moins bien documentées de la zone
- Exprimer les besoins réels en matière de stabilisation, de paix, de sécurité et de développement de la zone "Autour de Kitshanga" ;
- **Démontrer que le dialogue est possible entre les communautés locales elles-mêmes et entre celles-ci et les initiateurs de projets de stabilisation.**

0.3 Les Conflits en bref

La question de [l'autorité de l'Etat](#) semble au cœur des débats. La population vivant dans la zone autour de Kitshanga, par la voix des participants, a exprimé qu'elle estimait être abandonnée à son sort. Elle souhaite que l'Etat congolais puisse asseoir son autorité sur cette étendue du territoire national où la sécurité est très volatile, du fait de l'activisme des groupes armés à caractère identitaire. Dans ce contexte, les services de sécurité de l'Etat ne jouent pas toujours le rôle de protecteurs des populations civiles. La perception générale envers les services étatiques est négative (pas de protection des populations mais prélèvement des taxes), et les communautés expliquent que les jeunes se tournent vers [l'autoprotection](#) et les tireurs de ficelles, du fait de cette perception négative.

Les conflits semblent liés aux [enjeux économiques](#) et ils seraient manipulés et fomentés par des [tireurs de ficelle issus de la zone mais plutôt hors de la zone](#), qui profitent de l'ignorance de la population pour diviser les communautés sur des questions ethniques et s'enrichir. La question de la [circulation massive des armes](#) dans la zone est relevée de manière aigüe.

[Les camps de déplacés](#) sont perçus également comme une grande source de conflits, un lieu de non droit, un lieu de cachette pour les éléments rebelles armés, un lieu opaque où les populations ne sont pas contrôlées. D'autre part les populations déplacées se sentent marginalisées et exclues et demandent à être traitées en citoyens congolais à part entière.

La [mauvaise gestion des terres](#) comme une des causes majeures des conflits est relevée par tous les participants qui prennent la parole sans exception. Un plaidoyer est mené par les communautés qui souhaitent pouvoir exploiter leurs terres.

«... nos terres nous appartiennent, c'est la population qui paye les autorités et demain ces autorités viennent acheter toutes nos terres avec notre propre argent ... »

0.4 Les Rôles en bref

Les participants soulignent d'un trait épais la nécessité de faire participer les communautés à la stabilisation. Ceci implique toute une série d'activités de sensibilisation et de vulgarisation. Les communautés doivent comprendre de quoi il s'agit et participer. Les communautés doivent également pouvoir soumettre des projets et idées qui sont importants pour elles. Il est nécessaire de les accompagner dans les changements que vont occasionner les projets. Les leaders des groupes invités à la restitution s'envisagent comme des « passeurs » de connaissances, des « mobilisateurs », des « gardiens » de la bonne gestion des projets. Le rôle important à jouer par les pouvoirs coutumiers est également souligné.

Les participants demandent à l'Etat et ses partenaires de s'engager et de fournir les moyens nécessaires à la mise en œuvre des recommandations et la bonne interprétation de ces rôles, pour qu'il y ait la paix dans la zone « Autour de Kitshanga ».

0.5 Les prochains pas

La stabilisation est un processus. Ce processus vise à établir la confiance entre l'Etat et les communautés. La confiance se construit pas à pas. Les organisateurs ont assuré qu'ils avaient bien compris les préoccupations des participants et notamment leurs craintes de voir les recommandations abandonnées et négligées en cours de route et de vivre encore et toujours des événements-théâtre qui se transforment en exercice alibi sans conséquences. Ils assurent que le programme STAREC/ISSSS est sérieux et s'engage pour la zone. Ils demandent un engagement réciproque de la part des communautés de la zone.

A. INTRODUCTION

1. Contexte

Avec l'Ordonnance n° 14/014 du 14 mai 2014, le Programme STAREC est entré dans sa nouvelle phase de mise en œuvre. Il est appuyé par la deuxième phase de la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation (ISSSS). Le 8 avril 2015, le Comité de Suivi du Programme STAREC, présidé par SE M. le Ministre national du Plan et Révolution de la Modernité, a approuvé les Stratégies Provinciales de Stabilisation et les Plans d'Action associés pour les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'ancienne Province Orientale.

La zone géographique, située aux alentours de la localité de Kitshanga, et comprenant la chefferie de Bashali dans le territoire de Masisi (notamment l'axe Kitshanga-Pinga), la localité de Pinga et la chefferie de Bwito dans le territoire de Rutshuru, a été définie par différents acteurs de la stabilisation comme zone prioritaire numéro 1 pour la stabilisation au Nord-Kivu lors d'un atelier en juillet 2014. La zone « Autour de Kitshanga » couvre une superficie d'un peu plus de 4060 Km² pour une population rurale d'environ 838.000 habitants. Elle est limitée au Sud par la Chefferie de Bahunde, à l'Ouest par une grande partie de la Chefferie de Wanyanga, au Nord par une petite partie de la même Chefferie de Wanyanga et enfin à l'Est par la Chefferie de Bwisha.

L'atelier de restitution de Kitshanga oeuvre dans le cadre de l'opérationnalisation de la phase 2 de STAREC/ISSSS dans la zone prioritaire 1. Il vise l'appropriation par les communautés et les autorités locales de la Stratégie Provinciale de Stabilisation pour le Nord-Kivu et son Plan d'Action associé (SPS et PAPS), le partage de la programmation envisagée dans la zone et la discussion sur le rôle des acteurs locaux. L'atelier a été organisé par le STAREC Nord-Kivu, soutenu par l'Unité d'Appui à la Stabilisation de la MONUSCO (UAS).

Il a pour objet la nouvelle approche de stabilisation STAREC/ISSSS. Il donne l'occasion de travailler sur les dynamiques de conflits identifiées dans la zone lors de l'analyse de conflits ainsi que sur les problèmes et solutions exprimés par les communautés.

Les résultats attendus en fin d'atelier étaient les suivants :

- Les acteurs de la zone sont informés sur le contenu de la SPS et PAPS et sur l'analyse des conflits de leur zone « Autour de Kitshanga ».
- Les représentants de la population, les leaders locaux, les ONGs, les églises, les médias et les membres de la société civile œuvrant dans le cadre de la transformation des conflits et du développement d'une paix durable dans la zone comprennent et s'approprient la nouvelle approche du STAREC/ISSSS
- Les acteurs au niveau local identifient les rôles qu'ils peuvent jouer dans le cadre de la stabilisation et envisagent comment les réaliser de manière pratique.

2. Participants

Les quelque quatre-vingt (80) participants provenaient de toute la zone. La sélection des participants a été faite par les organisateurs en consultation avec plusieurs acteurs de stabilisation. Parmi les participants, on compte les autorités, les leaders des communautés, les Chefs coutumiers (chefs de chefferies, chefs des groupements et Bami), les leaders des jeunes et des femmes, les médias, les confessions religieuses, des représentants d'éleveurs et d'agriculteurs, la société civile, les organisations locales, nationales et internationales, la police nationale congolaise, l'armée nationale congolaise, le STAREC et la MONUSCO.

3. Méthodologie

Equipe pédagogique : L'atelier était animé par deux facilitateurs, soutenus par une équipe pédagogique, dont le rôle était de préparer l'atelier, d'en évaluer l'évolution, le bon déroulement et la prise en compte du contexte et des interventions des participants. Elle était composée de représentants du STAREC Nord-Kivu et Ituri, du représentant du STAREC national, de l'UAS et des deux facilitateurs.

Approche : L'approche participative était de mise, la parole a été donnée à qui la demandait et tous les participants ont été encouragés à s'exprimer. Les femmes ont obtenu la parole en priorité étant donné leur nombre réduit. Les organisateurs ont privilégié des présentations simples, avec des explications claires que chaque participant était à même de comprendre. La salle ne permettant pas l'usage du rétroprojecteur, les présentations ont été orales, mélangeant le français et le swahili. Une traduction immédiate était apportée par le Chargé de Mission du STAREC de l'Ituri. Les séances plénières, les travaux de groupes, les présentations, les proverbes locaux ont été utilisés. Un code de conduite a été établi en début de séance, accepté par tous les participants et dans son ensemble bien respecté.



Présentation de la Chargée de Mission du STAREC Nord-Kivu et traduction
Par le Chargé de Mission du STAREC de l'Ituri



Travaux de groupe

B. DEROULEMENT DE L'ATELIER

1. Cérémonie d'ouverture

L'ouverture officielle a été marquée par 5 discours :

- I. Le discours du **Fonctionnaire délégué représentant les administrateurs des territoires de Masisi et de Rutshuru** : Il a souhaité la bienvenue et un agréable séjour à tous avant de souligner que le Nord-Kivu en général, les territoires de Masisi et de Rutshuru et très particulièrement les chefferies de Bwito et de Bashali ont connu des moments très difficiles au point de penser que le gouvernement les avait abandonnés. Pour lui, l'atelier à Kitshanga avec les représentants des populations de deux chefferies est un signal fort au moment où la population est confrontée à des multiples difficultés liées à l'insécurité, la stabilisation et le développement.
- II. **Le Mwami Bashali** a salué les visiteurs venus à Kitshanga, dans cette initiative qui montre que le pays peut aller de l'avant vers la construction des ponts et des routes et la défense des intérêts des populations.
- III. **La Chargée de mission du STAREC Nord-Kivu** a expliqué que la zone « Autour de Kitshanga » a été désignée zone prioritaire de stabilisation pour le Nord-Kivu en raison des nombreux conflits et de leur persistance. Elle a présenté le processus de stabilisation comme un moyen d'attaquer ces nombreux conflits. Elle a rappelé que l'atelier a pour objectif principal que chacun ait le même niveau de connaissance en matière de la stratégie et la vision du STAREC/ISSSS pour la stabilisation de la zone. Elle a invité les participants à s'exprimer ouvertement pour faire avancer la paix.
- IV. **Le Chef de Bureau ai de la MONUSCO pour le Nord-Kivu** a invité les participants à penser les solutions aux problèmes locaux car c'est à eux de les résoudre. Il a appelé une compréhension commune du contexte, de la stabilisation, des moyens pour y arriver et des agents. Il a demandé aux participants à aller au-delà des résolutions et d'avoir du courage pour les mettre en application. Il souligne que la paix commence par la volonté de ceux qui vivent ici de travailler ensemble et de produire. La MONUSCO ne peut que soutenir cette volonté et elle souhaite le faire.
- V. **Le représentant du Gouverneur** a procédé à l'ouverture de l'atelier après avoir rappelé les consultations qui ont permis à la population de s'exprimer et les objectifs de l'atelier. Il a rendu hommage au Chef de l'Etat et il a remercié la MONUSCO.

2. La Stabilisation

2.1. La vision des participants

Les travaux ont commencé par la session sur la stabilisation, la présentation du processus d'opérationnalisation de la deuxième phase STAREC/ISSSS et son approche. Avant de débiter cette session conduite par les deux facilitateurs, les participants ont été présentés et un échange a été engagé sur leur compréhension initiale de la stabilisation :

- Vivre sans avoir autour de soi quelqu'un qui embête ; sans être tourmenté
- Vivre dans le calme et la paix
- Chacun peut garder ses biens sans que cela soit menacé ;
- Vivre dans le strict respect de la dignité humaine ;
- La stabilisation intervient après le conflit et la guerre. Son objectif est de refroidir la situation qui est chaude et de travailler au rétablissement de la situation initiale, de remettre la confiance entre les communautés qui sont déchirées.

Lorsque l'eau bout et qu'elle déborde, il faut d'abord retirer la casserole du feu :
Mwami Bashali

2.2. Approche de stabilisation et opérationnalisation

Le STAREC, le Programme du Gouvernement de la RDC de Reconstruction et de Stabilisation pour les Zones sortant des conflits armés, l'Unité d'Appui à la Stabilisation (UAS) et la Stratégie ISSSS ont été présentés. Le STAREC et l'UAS travaillent ensemble à la stabilisation de certaines zones au Nord-Kivu. La Stratégie provinciale de Stabilisation pour le Nord-Kivu fait partie du travail commun. On travaille sur le terrain avec une vision et un plan d'action qui ont pour cadre le STAREC et la Stratégie ISSSS.

STAREC : On a mis en place le programme de la stabilisation pour résoudre les conflits, créer la confiance entre la population et l'Etat et aller vers les actions de développement. En tant que programme, le STAREC requiert la participation aussi bien des communautés locales que des autorités, à tous les niveaux, afin d'aboutir à des résultats.

Dans la première phase de stabilisation, c'est le Nord-Kivu qui a profité à 69% du budget de la stabilisation en dépit du fait que les conflits ont demeuré. Beaucoup d'infrastructures ont été construites sans réel impact sur la matérialisation de la paix et on a cherché à apprendre des faillites. **La nécessité d'établir un dialogue entre les communautés et entre les communautés et les autorités est évidente.** Lors d'un atelier en juillet 2014, des zones prioritaires ont été définies, au nombre de 5 pour le Nord-Kivu. La 1^{ère} zone c'est celle « Autour de Kitshanga ». Une restitution des résultats de l'étude menée par l'organisation « Search for Common Ground » (SFCG) sur les causes des conflits dans ce milieu sera proposée et il s'agira pour les participants notamment de définir s'ils sont encore d'actualité.

UAS : Unité d'Appui à la Stabilisation basée à la MONUSCO et chargée de coordonner la mise en œuvre de l'ISSSS, pont entre les différents acteurs, le Gouvernement, les donateurs, les organisations internationales et la société civile. Le rôle de l'UAS est de mettre ensemble les acteurs de la stabilisation pour que la marmite soit retirée du feu et qu'elle cesse de chauffer et qu'on ait la température voulue. L'essentiel est de retrouver la cause qui fait que l'eau est trop chaude pour l'éliminer. C'est le travail d'identification et de transformation de la cause des conflits que l'UAS encourage et soutient.

ISSSS : Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation, la stratégie élaborée et financée par la communauté internationale dès 2008 pour soutenir le Gouvernement de la RDC dans la stabilisation et la reconstruction du pays. Révisée en 2012, elle soutient le programme STAREC et vise à transformer les causes profondes des conflits, elle place les communautés au centre, cherche à rétablir une négociation entre l'Etat et les communautés et pour se faire s'appuie notamment sur des processus de dialogue démocratique. L'ISSSS se fonde sur 5 piliers :

1. **Le dialogue démocratique** : qui met en présence tous ceux qui sont concernés par les conflits, pour qu'ils se parlent et trouvent une solution négociée,
2. **La sécurité** : qui est une responsabilité et un besoin de tous. Il appartient à tout le monde d'y travailler ;
3. **La restauration de l'autorité de l'Etat** qui est le premier responsable de la sécurité de tous. Si les populations ont confiance en l'Etat cela lui donne de la force et du pouvoir ;
4. **L'avancement de l'économie** qui est la résultante des efforts et du travail de chacun ;
5. La transformation de la culture de la force de la violence qui fait que chacun veut prendre ce qu'il veut par la force, **la lutte contre les violences sexuelles**.

La stabilisation : vise à transformer les causes profondes des conflits et à rétablir la confiance entre l'Etat et les communautés. Elle met l'accent sur l'implication nécessaire de chacun et sur le caractère permanent et bilatéral du processus : non seulement dans les actions de l'Etat vers la communauté, mais aussi des communautés vers l'Etat. Il faut créer la confiance mutuelle pour un règlement des vrais problèmes en impliquant tout le monde.

Les causes profondes des conflits telles que définies dans l'ISSSS ont été rappelées et contextualisées : **l'insécurité** est la première cause, elle crée la peur, la peur fait qu'on cherche la protection auprès de ses frères qui peuvent alors recourir aux armes. La deuxième cause est **l'accès à la terre** qui occasionne de nombreux problèmes dans la zone « Autour de Kitshanga ». La troisième cause est **l'exploitation illégale des ressources naturelles** pendant que la quatrième cause est constituée des **dynamiques régionales**.



Une participante prend la parole, pendant un échange en séance plénière

2.3 Discussions, Echanges

Les co-organisateur ont entendu les réactions spontanées des participants sur les problèmes de la zone, au regard de l'approche exposée et des causes profondes de conflits.

Ci-dessous une synthèse des points saillants exposés :

- Faible association des services locaux (brigade foncière) lors de la distribution des terres. Les décisions sont prises loin du terrain.
- Le désordre dans le domaine foncier est le fait de l'administration et non de la chefferie. C'est l'Etat qui produit les croquis et les contrats qui posent problème ;
- Malgré la présence des autorités et de nombreux programmes les gens et les vaches meurent chaque jour ;
- Les champs des habitants sont confisqués par des personnes qui ont les moyens d'acquérir des papiers à Goma ou à Kinshasa, portant sur des terrains qui appartiennent aux paysans, cela frustre les gens et ne peut conduire qu'à la violence ;
- L'acquisition des papiers est plus cher que les champs eux-mêmes ;
- Certains étrangers gouvernent des territoires qui échappent à l'autorité de l'Etat en RDC
- La MONUSCO devrait aider dans la restauration de l'autorité de l'Etat ;
- Ce sont les étrangers qui posent problème, qu'ils rentrent chez eux,
- Depuis quelques temps les gens ne font que dialoguer et faire des recommandations qui restent lettres mortes
- Les autorités travaillent quand même, la situation s'est en effet améliorée depuis le mois de mars ; avant cela les vaches et les hommes mourraient presque chaque jour
- La loi n'est pas muette sur les terres coutumières, c'est l'insécurité qui donne l'occasion aux gens mal intentionnés qui en profitent pour faire n'importe quoi

2.4. Recommandations

« *Pourquoi la situation reste-elle la même malgré les efforts de tous ?* » est la question qui a guidé le débat sur ce point. Les participants ont émis les recommandations suivantes:

Déplacés :

- Une clarification est nécessaire au sujet des réfugiés et déplacés et de leur « retour », de qui parle-t-on et où les personnes doivent-elles retourner ?

Conflits :

- Un besoin de mieux comprendre les conflits de la zone et la culture de la violence
- Clarifier le rôle effectif joué par les autorités dans les conflits et le rétablissement de la paix, notamment le STAREC
- L'état des relations entre le gouvernement Congolais et la MONUSCO
- Le rôle et la nature des groupes armés

Foncier :

- Lutter contre l'expropriation
- Mettre de l'ordre dans le domaine et associer les acteurs de terrain ;
- Effectuer des enquêtes préalables avant de prendre des décisions sur les terres ;
- Attribuer des titres fonciers aux propriétaires coutumiers, donc aux habitants des territoires concernés pour sécuriser leurs champs ;
- Mettre en place un mécanisme facile et moins cher pour l'acquisition des titres fonciers par les habitants des milieux ruraux ;

« La question de la collaboration Gouvernement-MONUSCO est en traitement à Kinshasa et une issue positive est recherchée. Notre rôle à tous n'est pas de favoriser la guerre mais de la combattre. Chacun est responsable, car les gens qui font problème sont parfois nos frères et nous pouvons leur parler et les dissuader de continuer à choisir la violence et causer du tort aux hommes, aux femmes et aux enfants. La paix et la sécurité peuvent permettre aux affaires de prospérer ici et de donner du travail à tous. Les produits d'ici doivent être traités ici et permettre de participer au développement. »

Chef du Bureau Nord-Kivu ai de la MONUSCO

3. Problèmes majeurs vécus dans la zone « Autour de Kitshanga »

Ce point a été abordé en trois étapes, i) tout d'abord un panel d'intervenants choisis pour leur perspective pertinente dans la zone ont exposé leur vision des conflits, ii) puis une session de carrefour a permis aux participants de se regrouper selon les critères exposés plus bas et d'affiner leur analyse des conflits, enfin iii) une mise en commun a permis à chacun de s'approprier les analyses des autres groupes et d'échanger.

3.1. Panel de Discussion

Le Panel a été constitué par :

- M. Rigobert Luhinzo, chargé de programme de «Search For Common Ground», qui a présenté les résultats de la recherche menée sur les causes des conflits dans la zone;
- M. l'Abbé Etienne Nsengiyumva, curé de la paroisse Saint Barthelemy de Kitshanga ;
- M. Emmanuel Ziwa, point focal de UN Habitat Kitshanga ;
- M. Deo Twagiramungu, animateur CLPC Kaembe, Représentant de la communauté Tutsi à Kitshanga
- Mwami Willy Kaembe, chef coutumier de Bashali Kaembe

Résumé des interventions:

- SFCG : les causes profondes des conflits dans cette zone sont d'ordre structurel avec trois moteurs clés parmi lesquels l'identité, le foncier et le pouvoir. Un autre facteur est le défaut de la participation de certaines communautés à la gestion des entités. C'est l'identité qui alimente le conflit de pouvoir et le conflit foncier. Les groupes armés sont constitués d'abord sur des bases identitaires.

- M. l'Abbé Etienne Nsengiyumva: les populations rwandophones participent à la gestion des services publics. La question foncière est cruciale étant donné qu'une portion de la population détient beaucoup d'ha alors que les autres n'en ont pas. Comment introduire un système de solidarité où certains se sacrifient en permettant aux autres d'avoir des espaces de culture dans leurs concessions en attendant le moment de la réforme foncière ? Les jeunes sont sans emploi et sans avenir, voilà pourquoi ils se jettent tout vent. Un projet de construction de route aiderait à désenclaver les territoires et à résoudre la question du chômage de jeunes.
- UN Habitat: un processus de réforme foncière est nécessaire étant donné qu'il y a plusieurs problèmes à la fois ; l'imprécision sur le mode de gestion des terres coutumières est à la base des conflits fonciers qui sont liés aux conflits identitaires. Un édit provincial est en train d'être travaillé et pourra donner des solutions à ce problème. Les redevances coutumières ne sont pas non plus payées. Les femmes, les veuves, les filles ont un problème sérieux d'accès à la terre. L'inexistence des couloirs de passage des bêtes renforce les conflits entre éleveurs et agriculteurs.
- M. Deo Twagiramungu : pour la cohésion entre les populations, on ne doit regarder ni le visage ni la langue et rester unis pour travailler pour le développement de la contrée. Les problèmes sont les mêmes : la pauvreté de la population ne lui permet pas d'avoir des titres pour ses terres car les titres coûtent plus chers que la terre. Nous demandons aux autorités d'aller vers les grands concessionnaires, afin de céder des portions des terres aux paysans
- Mwami Willy Kaembe: les conflits identitaires sont une réalité dans la zone, les autorités coutumières ne sont plus consultées lors de l'octroi des terres, le parc est occupé par des inconnus qui y ont pris des concessions. Que la Nationalité congolaise soit acquise selon ce que prescrit la loi. Le paiement des redevances coutumières devra être relancé et l'autorité de l'état devra être rétablie pour lutter contre l'insécurité et ainsi permettre aux gens d'aller cultiver plus loin en sécurité.

3.2. Carrefours

Les participants ont été placés en 8 groupes, selon leurs types d'activités et provenances géographiques. Il était en effet important de pouvoir rendre compte des spécificités locales présentes dans toute la zone et de combler des vides d'informations. Au vu de leur nombre réduit, les représentantes des organisations de femmes ont été appelées à former un groupe spécifique. Le sujet proposé était de relever [les problèmes et défis qui peuvent orienter la programmation « Autour de Kitshanga »](#).

3.3. Partage des travaux de groupes

3.3.1 La vision des représentantes des groupes de femmes

Les problèmes exposés ont majoritairement trait à la question du poids particulier que prennent les conflits sur les femmes, l'absence de droits (héritage/accès à la terre), le faible accès à l'emploi des filles et ses répercussions (groupes armés), la libre circulation des bandits et des armes. **Elles ont mis l'accent sur le grand nombre de réunions sur la paix qui n'apportaient aucun changement.**

Les pistes de solutions

- Le respect des droits de la femme, de la résolution 1325 et de l'art. 14 de la constitution de la RDC ;
- Poursuite des trafiquants d'armes dans les territoires de Rutshuru et Masisi ;
- La création d'emploi pour les jeunes et spécifiquement pour les filles
- L'accès équitable à l'emploi local
- Un développement réel (qui ne soit pas du théâtre) et durable (réhabilitation des routes, électricité, etc.) ;
- La définition des limites des territoires de Rutshuru et Masisi ;
- Responsabilité et enquêtes préalables dans la distribution des terres ;
- La sensibilisation sur le droit foncier ;
- Diminuer les prix des terres pour que les femmes puissent y accéder.

« Etant donné que la femme n'a pas de tribu et peut se marier partout, la femme est responsable pour tout alors qu'elle ne prend jamais les armes. Les hommes sont invités à chercher à protéger les femmes et à respecter les lois et à abandonner l'hypocrisie afin que la paix et le développement soient effectifs dans la zone autour de Kitshanga. »



Travaux carrefour, groupe des leaders de femmes

3.3.2 La vision des représentants de la jeunesse

Les jeunes ont réfléchi aux reproches qui leur sont souvent adressés quant à leur attrait pour une certaine culture de violence. Ils considèrent que ceci est dû notamment :

- Au traumatisme que créent la guerre, la misère, la violence, les viols, le crépitement des balles et les fuites incessantes des villages,
- L'exclusion des jeunes dans la gestion de la chose publique,
- Le non accompagnement des initiatives de développement des jeunes par l'autorité,
- L'instrumentalisation des jeunes par les "faux" politiciens due au manque d'emploi,
- La gestion de la population par des agents de l'Etat incompetents, sans éthique ni déontologie,
- La présence des groupes armés nationaux et étrangers ainsi que la distribution illicite des armes,
- La généralisation des faits sur toute la tribu quand un seul membre fait du mal,
- La partialité de l'ONU sur la question du dialogue inter-Rwandais : « Ce sont les Nations-Unies qui ont ramené les FDLR en RDC, nous demandons leur départ, qu'ils aillent dialoguer chez eux au Rwanda, comme c'était fait en RDC. »

Les pistes de solution

- Facilitation par l'ONU d'un dialogue inter-Rwandais,
- Construction par l'Etat de centres d'apprentissage et des métiers pour les jeunes,
- Poursuite et arrestation par l'Etat de ceux qui distribuent les armes,
- L'appui par STAREC des initiatives de développement des jeunes acteurs de stabilisation et plaidoyer en cas d'arrestations arbitraires,

*« Nous sommes en réunion tout le temps mais l'hypocrisie nous empêche d'aller de l'avant, nos sourires sont faux, **alors que la paix ne viendra que de nous, pas des autres.** Il n'y a pas de marché d'armes à Kitshanga alors qu'il y a une forte circulation d'armes ; nous souhaitons que les services publics puissent travailler efficacement surtout l'ANR ».*

Groupe des jeunes

3.3.3 La vision des représentants des agriculteurs-éleveurs

La complémentarité entre les éleveurs et les agriculteurs a été mise en évidence. Le groupe a remis en question l'apparement « éleveurs=Tutsi » et « agriculteurs = Hutu / Pygmées / Hunde, etc ». De part et d'autres il y a les éleveurs et les agriculteurs.

PROBLEMES		SOLUTIONS ENVISAGEES	
AGRICULTEURS	ELEVEURS	AGRICULTEURS	ELEVEURS
Problème d'évacuation des produits vivriers	Intensification des taxes : DGI, DGRAD, DGNRK, Chefferie	Réhabilitation des routes	Sensibiliser les éleveurs sur l'importance des multiples taxes

Insuffisance des terres	Manque ou absence de couloirs de passage de bêtes	Restauration de la de la sécurité dans les milieux abandonnés	Restauration des couloirs de passage des bêtes
Absence des techniciens agronomes	élevage extensif	affectation des agronomes sur terrain	Elevage intensif en stabulation
Manque des coopératives	Insécurité de bêtes (vols, tueries)	Création des coopératives	Instauration de la justice et sensibilisation sur l'importance de l'élevage

3.3.4 La vision des représentants des Autorités

Les chefs coutumiers et les autorités administratives ont souligné huit difficultés qui empêchent la stabilité auxquelles ils ont proposé des solutions : 1) l'identité et la non acceptation (la sienne et celle des autres), 2) l'attribution des titres fonciers, 3) le conflit de pouvoir, 4) la question des déplacés, 5) l'insécurité, les groupes armés, la pauvreté, 6) la dualité du pouvoir avec des gens qui ne savent plus à qui s'adresser, 7) les jeunes désœuvrés associés aux groupes armés, 8) la négligence du pouvoir coutumier. Ils proposent des pistes de solutions pour les 8 difficultés identifiées :

1. L'identité et la non acceptation de l'identité

- Octroi par l'Etat de la nationalité à ceux qui la demande dans le respect de la constitution de la RDC ;
- Organisation du recensement en collaboration avec les chefs coutumiers pour éviter de donner la carte aux étrangers et à ceux qui ne méritent pas.

2. L'attribution des titres fonciers sans se référer aux autorités locales

- Examen et annulation par l'Etat des titres octroyés illégalement ;
- Collaboration avec les propriétaires des terres pour qu'ils acceptent d'aider ceux qui manquent de terres où cultiver ;
- Les communautés qui ressentent ces problèmes doivent s'orienter vers les autorités pour trouver solution à leurs problèmes ;
- Dotation de chaque concession ou champs d'un acte de cession coutumière et que soient payées les redevances ;
- L'Etat procure les terres à ceux qui n'en ont pas ;
- Les propriétaires des champs respectent les conventions avec l'Etat par rapport aux cultures convenues à mettre dans les champs : café, thé, ... ;
- Recensement par l'Etat des populations ayant occupé abusivement le parc et expulsion rapide

3. Le conflit de Pouvoir

- Respect du pouvoir coutumier par l'Etat et qu'il ne s'immisce pas.

4. Les camps de déplacés et des réfugiés (cachette d'armes, pauvreté, population non connue)

- Recensement des réfugiés ou déplacés et organisation du retour chez eux
- Destruction de tous les camps

5. Présence des groupes armés (insécurité, pauvreté, viols)

- Destruction des groupes armes par l'Etat

6. Dualité du pouvoir faisant que les gens ne savent pas à qui obéir (administrations parallèles, distribution du travail pas claire)

- Retrait de tout pouvoir qui crée de la confusion sur le pouvoir coutumier

7. Les jeunes désœuvrés sont associés aux groupes armés

- Création de projets de développement durables : écoles, eau, électricité, route, office de CLPC, centres de santé etc.

8. Négligence de l'autorité coutumière

- Augmenter la prise en charge des autorités coutumières car elles vivent avec le peuple et c'est un travail assez lourd.

En conclusion, ce groupe a mis un accent particulier sur la réhabilitation des routes qui demeure, selon elles, la voie pour la paix et le développement. Avec les actions de développement, beaucoup de gens trouveront de l'emploi; ce qui aiderait à réduire la pauvreté et à accroître la sécurité. Ils estiment enfin que les députés ne jouent pas leur rôle en faveur de la population sinon, ils auraient déjà évoqué les difficultés ci- haut décrites.

Certains participants ont estimé quant à eux que la PNC et les FARDC doivent se comporter comme des agents de la stabilisation et non comme des agents de perturbation. Aussi, l'isolement de certaines communautés à l'égard des chefs coutumiers ne facilite pas la cohésion. Des projets intégrateurs sont à encourager afin que les communautés travaillent ensemble.

3.3.5 La vision des représentants des Médias

Les membres du groupes mettent l'accent sur la circulation des armes et des personnes non identifiées dans la zone (notamment FDLF), les camps de déplacés comme zone a problèmes, les phénomènes de manipulation/généralisation, les manipulations politiciennes des jeunes

gens qui exécutent sans réfléchir, la peur qui empêche d’agir et de dénoncer, l’exclusion identitaire, les problèmes d’hypocrisie, l’absence d’impact des ateliers et dialogues et le gaspillage d’argent des bailleurs. Ils mettent avant tout en avant le non accès des medias à l’information.

Les pistes de solutions :

- Identification et interpellation en justice des distributeurs d’armes
- Renforcement des forces de l’ordre nationales,
- Implication de la population dans la recherche de la paix durable en dénonçant les semeurs de troubles,
- Sensibilisation de la population contre les processus de généralisation
- Démantèlement des camps des déplacés dans la zone autour de Kitshanga,
- Suivi des recommandations des différents dialogues par les actions de développement, p.ex. construction d'un centre hydro électrique,
- Recensement des étrangers par le gouvernement et respect du pouvoir coutumier pour travailler dans la paix,
- Plaidoyer des partenaires de la RDC pour un dialogue social des Rwandais,
- Meilleure utilisation/collaboration des medias par les ONGs pour limiter les rumeurs circulant dans la zone autour de Kitshanga,

3.3.6 La vision du groupe de “KITSHANGA”

1. Problèmes identitaires

- Hypocrisies, non acceptation de soi,
- Manipulation interne et externe,
- Certaines personnes ne détiennent pas les cartes d’identité,
- Ignorance de la loi sur la nationalité et autres textes ayant trait à la nationalité

Pistes de solutions

- Dialogue entre les personnes ;
- Accepter les vérités très amères ;
- Identification de la population de manière systématique par le pouvoir ;
- La vulgarisation des textes de loi ayant trait à l’identité et à la citoyenneté.

2. Questions foncières

- Distribution des terres et non accès à la terre par la plupart des populations :
- Mauvaise gouvernance foncière

Pistes de solution

- Négociation entre les concessionnaires et les paysans ;
- Poursuivre la mise en œuvre des compromis avec les anciens ouvriers des concessions en attendant que l’état trouve une solution pour eux ;
- Evaluation de l’administration foncière ;

- Respect les documents existants ;
- Vulgarisation du nouveau programme de gestion des terres.

3. Les déplacés

- La CNR doit déchiffrer les déplacés et les réfugiés

4. Jeunesse désœuvrée :

- Création et promotion d'emplois ;
- Faciliter l'accès aux crédits agricoles ;
- Ouvrir les routes des dessertes agricoles.

5. Sécurité et Pouvoir,

- Sur administration de la zone,
- Absence de collaboration entre les parties prenantes,
- Absence de confiance, de respect des attributions et compétence des acteurs,
- Absence de renforcement des capacités des services concernés et pour une gestion transparente des biens publics

Pistes de solutions

- Récupération des armes à feu détenue par la population, selon la loi

3.3.7 La vision du groupe de "PINGA"

Problèmes

- Existence des conflits fonciers ;
- Activisme des groupes armés étrangers FDLR et locaux ;
- Concernant les groupes armés locaux, Pinga est à cheval entre Walikale et Masisi, il y a plusieurs groupes opérationnels Hunde, Nyanga et autres (groupe de Cheka);
- La question de l'identité et la possession/acquisition des cartes d'électeurs. Discussion sur qui est Congolais et pas.
- Pillage du matériel d'élection par les membres du M23 :
- les problèmes des limites des champs
- Dans le groupement de Kisimba, il y a un problème de pouvoir
- Tribalisme intercommunautaire (causant de nombreux morts en 2012)

Pistes de solutions

- Dialogue du gouvernement avec les groupes armés, certains ont volonté de désarmer
- Retour des FDLR, le dialogue Inter-Rwandais aiderait les FDLR à rentrer chez eux ;
- La restauration de l'autorité de l'Etat dans certains coins où il n'y a même pas un seul élément de la police.
- Nécessité de procéder à l'identification des Hutus congolais avec l'aide des chefs coutumiers et de la société civile
- Nécessité pour la CENI d'imprimer les cartes d'identité pour éviter les fraudes,

- L'Etat doit trancher dans le cas de dualisme de pouvoir de Kisimba
- Amélioration du travail des services de sécurité
- Sécurisation des frontières lors de l'enrôlement
- Création de lois pour protéger les terres en collaboration avec la population
- Assurer un suivi du travail d'analyse de Search for Common Ground
- Implantation des projets intégrateurs

3.3.8 La vision du groupe de "BWITO"

- La question identitaire ne se pose pas à Bwito. Néanmoins les processus de généralisation sont en cours (en cas d'un mort par un Hutu, on appelle tous les Hutus Nyatura ou FDLR, tous les Tutsis M23 ou CNDP, etc.) ;
- Conflit foncier : entre les éleveurs et les agriculteurs ;
- Les concessionnaires mettent en location leurs champs pour un seul but alors qu'ils sont agriculteurs et éleveurs en même temps. Conséquence ; les cultures sont ravagées par les bêtes ;
- A cause de l'insécurité, les éleveurs gardent leurs bêtes à côté des villages, risque de destruction des cultures dans cette proximité ;
- Occupation illégale des champs : terres occupées illégalement par des gens fortunés. Il y a lieu de noter que le nombre de paysans a augmenté sensiblement ;
- Conflit de pouvoir coutumier entre les chefs eux-mêmes, problèmes d'héritage ;
- Détention illégale d'armes : Recrudescence du phénomène depuis 1993, d'où de nombreux groupes armés qui insécurisent la population ;
- L'impunité : les bandits arrêtés reviennent dans le milieu et créent la panique au niveau de la communauté ;
- Le manque d'emploi des jeunes : ils entrent dans la forêt et deviennent ennemi de ceux qui restent dans le village.
- Absence de l'autorité de l'état : la PNC et les FARDC sont absents des villages occupés par les groupes armés, il s'agit de Bukombo et Kihondo,
- Les camps des déplacés ou les FDLR se cachent

Pistes de solutions

- Des autorités qui ne cèdent pas à la corruption et qui assurent la justice et la protection des civils ;
- Sensibilisation de la population afin de favoriser le dépôt des armes ;
- Restauration de l'autorité de l'Etat sur l'entier du territoire ;
- Arrogance des éleveurs : Demande faite à l'Etat de sécuriser les milieux pour que l'élevage se pratique plus loin comme c'était dans le temps ;
- Les chefs de chefferies doivent nommer des chefs de localité originaires du lieu
- Identifier les anciens couloirs, les sécuriser et éviter la divagation des bêtes. Exécutant : agronomes, vétérinaires, l'Etat.
- Renforcer le DDRRR, PAREC
- Eviter l'impunité à tous les niveaux
- Création de l'emploi et encadrement des jeunes : exécutants : gouvernement
- Construction des bureaux de l'Etat (CLPC) par le STAREC



Restitution des carrefours en plénière

3.3. Mise en commun et quelques points de discussion

Les manipulations et l'identité : aujourd'hui, on ne peut plus vraiment parler de problèmes d'identité. Les conflits sont plutôt liés aux enjeux économiques et ils sont fomentés par les autorités, les politiciens et/ou des gens fortunés qui profitent de l'ignorance de la population pour diviser les communautés et s'enrichir. En 1993, la guerre est venue des politiciens de Kinshasa qui ont voulu diviser les gens. Certains groupes armés ont utilisé toutes les communautés, comme le M23 qui a utilisé les Tutsi, Hutu, Shi, Hunde.

Le foncier : la mauvaise gestion des terres crée les conflits. L'Etat en est responsable car il se base sur le principe que le sol et le sous-sol appartiennent à l'Etat. Un plaidoyer est à mener pour donner la chance aux communautés de pouvoir exploiter leurs terres.

«... nos terres nous appartiennent, c'est la population qui paye les autorités et demain ces autorités viennent acheter toutes nos terres avec notre propre argent » ;

Les camps de déplacés : existent pour plusieurs raisons dont la principale est l'insécurité. Si la sécurité était là, les camps n'existeraient pas. Il faut tendre à les supprimer et l'Etat doit travailler pour trouver les vrais déplacés et les protéger.

« Les déplacés ont le droit d'aller là où ils veulent, mais ils sont dans la situation de ceux qui quittent le feu pour rentrer dans le feu. On est arrivé ici en fuyant les violences et ici on trouve les mêmes événements. Nous pensions que nous étions seulement déplacés et non hunde, hutu, tutsi, Qui amène l'insécurité ? Ce sont vos enfants et nos enfants, ce sont les enfants de tous. Le problème ne vient pas d'une seule communauté... Nous voulons vraiment savoir comment contribuer à la sécurité pour qu'elle se rétablisse et que nous rentrions chez nous, nous avons encore plus besoin de la sécurité que quiconque. »

Une femme déplacée

« Nous avons un problème lié à l'insécurité et un autre lié à l'acheminement de nos marchandises dans notre milieu. Nous nous approvisionnons à Bunagana en sel, matelas, eau et quand nous arrivons à Kiwanja, Bitoboko, on nous arrête, car on doit payer les frais liés aux frontières ; quand nous arrivons à Goma, nous devons encore payer l'OFIDA et c'est très cher. Nous estimons qu'il n'y a pas de frontière à Bunagana, car c'est au Congo. Pourquoi les marchandises doivent faire 3 mois dans les bureaux de l'OFIDA¹ alors qu'elles proviennent de la RDC? »

Un représentant des commerçants

4. Programmation développée dans la zone « Autour de Kitshanga »

Intervention de Mme Susanne Allden, Chargée de stabilisation pour l'UAS Nord-Kivu

- Dans le cadre de SPS et PAPS la programmation a évolué et la zone "Autour de Kitshanga" a été désignée comme première zone prioritaire.
- Le programme, c'est l'étape qui permet d'identifier les interventions concrètes sur la base d'un plan d'action défini par les différents acteurs et sur la base de ce qui est identifié comme prioritaires par les voix sur place. Ce qui rend cet atelier aussi très important.
- Il a été fait mention par certains d'entre vous plus tôt dans l'atelier que la stabilisation et le changement ne pouvaient pas venir de l'extérieur, qu'ils devaient être initiés par les communautés elles-mêmes. C'est aussi l'approche défendue par l'ISSSS. Les communautés doivent être au cœur du processus de stabilisation. Elles ne sont pas les seules, les autorités à tous les niveaux sont aussi au cœur du processus et plus important encore, le dialogue entre les communautés et les autorités.
- Vous avez mentionné les questions foncières comme une des causes principales de conflits. UNHABITAT travaille déjà sur la question dans cette zone et nous allons donc voir avec eux et avec vous ce qui est déjà pris en charge et ce qui doit être renforcé. Vous avez mentionné des points comme le cadastre, l'accès à la terre des hommes et des femmes, etc. Ces éléments seront touchés par le programme STAREC/ISSSS dans la zone.
- Vous avez mentionné la nécessité de fournir de l'emploi et des sources alternatives de revenus notamment à la jeunesse, pour réduire l'attractivité des groupes armés. Ces éléments seront également touchés par le programme STAREC/ISSSS dans la zone.
- Vous avez également mentionné que les décisions étaient prises par des personnes éloignées de vous, et qu'il n'était pas toujours facile de suivre et comprendre comment ces décisions étaient prises. Nous envisageons ceci sous l'angle de la gouvernance locale et la nécessité de faciliter l'accès aux services et renforcer l'Etat dans son rôle de pourvoyeur de services.
- Le groupe des femmes a mis l'accent sur leur rôle clé dans le changement et la stabilisation et sur le fait que pourtant elles sont souvent ignorées. Le programme STAREC/ISSSS va travailler davantage sur la question des dynamiques et rôles liés au genre et toucher les causes des inégalités et des violences basées sur le genre.

¹ Actuellement DGDA, Direction Générale des Douanes et Assises

- Vous avez soulevé les questions liées à la sécurité et à quel point l'absence de sécurité empêche la stabilisation. Certaines initiatives ont déjà cours dans la zone pour tenter d'adresser ces aspects et nous souhaitons mieux les comprendre et voir comment on peut les renforcer et les compléter.
- Toutefois, Comme vous l'avez mentionné, ceci pourra être soutenu par le STAREC/ISSSS mais les vrais changements doivent venir de la communauté. [Vous êtes tous ici parce que vous êtes des acteurs importants du changement. Vous serez décisifs dans la stabilisation de la zone « Autour de Kitshanga ».](#)

5. Les rôles des acteurs locaux et les leviers pour la stabilisation

5.1. Méthodologie

Après avoir écouté et réagi sur la présentation des grandes lignes de la programmation envisagée par le STAREC/ISSSS dans leur zone, les participants ont été séparés en trois groupes de manière aléatoire. Il leur a été demandé de se représenter les rôles qui pourraient être les leurs dans cette programmation à venir.

5.2. Synthèse du contenu du carrefour

Les participants soulignent d'un trait épais la nécessité de faire participer les communautés à la stabilisation. Ceci implique toute une série d'activités de sensibilisation et de vulgarisation. Les communautés doivent comprendre de quoi il s'agit et participer. Les communautés doivent également pouvoir soumettre des projets et idées qui sont importants pour elles. Il est important de les accompagner dans les changements que vont occasionner les projets. Les leaders des groupes invités à la restitution s'envisagent comme des « passeurs » de connaissances, des « mobilisateurs », des « gardiens » de la bonne gestion des projets. Le rôle important à jouer par les pouvoirs coutumiers est également souligné.

Les participants demandent à l'Etat et ses partenaires de s'engager et de fournir les moyens nécessaires à la mise en œuvre des recommandations et la bonne interprétation de ces rôles, pour qu'il y ait la paix dans la zone « Autour de Kitshanga ».

5.3. Présentations des groupes de travail

Groupe 1

1. Par rapport à la sécurisation de la communauté :

- Restituer les acquis de l'atelier aux habitants de la zone
- Sensibiliser la communauté et surtout les jeunes
- Stimuler la cohésion entre les communautés

2. Par rapport au désenclavement de la zone autour de Kitshanga

La réhabilitation des axes routiers Sake-Pinga, Kitshanga-Tongo-Bambu, Mweso-Kanyabayonga, Muhongozi-Bibwe, Nyakabingu-Kirumbu, Nyamitaba-Kahira, Nisinga-

Kirumbu, Bibze-Nyabura, Kaina-Pinga-Nyabyond, Nyamitaba-Lushebere, Kitshanga-Bukombo-Katsiro, Bambu-Kibirizi-Rwindi, Bambu-Mabenga:

- Sensibiliser les communautés pour leur participation active,
- Assurer la bonne gestion du matériel et des infrastructures,
- Rendre disponibles les sites de barrages et les micro-barrages

3. Par rapport à l'électrification de la zone par la construction des centrales hydro électriques selon les sites Kitshanga-Pinga-Kahira-Bishusha-Kibumbu :

- Faire participer la population
- Assurer la bonne gestion du matériel et des infrastructures,
- Rendre disponibles les sites de barrages et les micro-barrages

4. Par rapport à l'encadrement des jeunes par la construction de centres professionnels des jeunes :

- Recueillir la participation locale
- Disponibiliser les terrains

5. Par rapport à l'adduction d'eau potable à Bwito :

- Assurer la participation locale
Assurer la bonne gestion
- Mise en disponibilité des terrains

6. Autonomisation de la femme par les micro-crédits rotatifs :

- Assurer une bonne gestion
- Renforcer la crédibilité
- Appui aux pouvoirs coutumiers



Groupe 2

Par rapport au problème identitaire

- Sensibiliser les communautés sur le changement de mentalité (organisation des travaux communautaires)
- Dénoncer tous les malfaiteurs ainsi que les tireurs de ficelle
- Plaidoyer sur la livraison de carte d'identité pour citoyen après identification
- Organiser des rencontres de conscientisation
- Organiser les activités de développement (coopérative agricole, activité commerciale, réhabilitation)
- Vulgariser la procédure d'acquisition de terres pour leur sécurisation
- Concevoir et élaborer des projets de développement à soumettre aux partenaires (STAREC, UAS) pur qu'à leur tour ils les soumettent aux bailleurs des fonds, ils sont notamment :
 - La création des centres de formation professionnelle
 - La réouverture des routes de desserte agricole
 - Electrification de la grande agglomération de Kitshanga et ses environs afin de faciliter le développement et de renforcer la sécurité
 - Mise en valeur des anciennes sociétés telles que JTN, SOMIKIVU
 - Lutter contre la malnutrition : poulaillers et clapiers
 - Mettre en place des comités mixtes devant collaborer et servir de communication transversale avec les structures de paix et de développement agissant dans la zone (CLPC, CPDG, CLPD, CITC, ...)
- Créer des comités mixtes pour la matérialisation et le suivi du programme d'action de stabilisation qui devra collaborer et servir avec les structures de paix et de développement agissant dans la zone CLPD, etc.

Groupe 3

Rôles des leaders communautaires dans la stabilisation

- Généralement, restituer les acquis de cet atelier dans les différentes entités de provenance (groupements, localité, chefferies)

Par rapport à l'identité :

- Sensibiliser les communautés pour le changement de mentalité en faveur d'une acceptation mutuelle quelle que soient les différences culturelles et linguistiques : ex organiser les travaux communautaires inclusifs,

Par rapport à l'Insécurité :

- dénoncer les cas d'abus (violences sexuelles, détention d'armes, ...) auprès des services compétents pour qu'ils prennent des dispositions nécessaires par rapport aux auteurs (malfaiteurs et tireurs de ficelle) ;
- Organiser et/ou créer un comité mixte pour la matérialisation et le suivi du plan d'action associé des routes de desserte agricole, construction d'un barrage hydro électrique ;
- faire un plaidoyer sur la réhabilitation des routes de dessertes agricoles, la création des centres d'apprentissage des métiers, la livraison des cartes d'identité
- encourager les jeunes à intégrer l'armée nationale et la police

Par rapport au foncier

- Aller vers les grands concessionnaires pour plaidoyer en faveur d'une répartition plus équitable,
- Renforcer les liens entre les agriculteurs et les éleveurs comme l'exige la coutume

Par rapport au conflit de pouvoir :

- Plaidoyer pour que toutes les communautés soient représentées dans les services publics selon l'ordre de compétences.

6. Prochains pas et engagements

Dans le futur, il sera nécessaire de pouvoir discuter avec un comité plus restreint de personnes, car il ne sera pas possible d'organiser un atelier comme celui-ci de manière régulière, avec une centaine de personnes. Un groupe de personnes représentatives (10-20 personnes) devra donc être désigné par les participants et les acteurs-clé de la zone. Il a été suggéré que les groupes s'organisent eux-mêmes pour identifier et désigner quelques personnes. Une attention particulière devra être portée à l'inclusivité (toutes les communautés sont représentées, les femmes, les jeunes gens, les adultes, éleveurs-agriculteurs, les confessions, etc.).

La stabilisation est un processus. Ce processus vise à établir la confiance entre l'Etat et les communautés. La confiance se construit pas à pas. Les organisateurs ont assuré qu'ils avaient bien compris les préoccupations des participants et notamment leurs craintes de voir les recommandations abandonnées et négligées en cours de route et de vivre encore et toujours des événements qui se transforment en exercice alibi sans conséquences. Ils assurent que le programme STAREC/ISSSS est sérieux et s'engage pour la zone. Ils demandent un engagement réciproque de la part des communautés de la zone.

Une nouvelle descente sur le terrain des co-organisateur pour rencontrer un certain nombre d'acteurs clés et relancer les discussions en vue de la programmation est envisagée.

7. Communication et impact

Les co-organisateur ont souhaité amplifier le message de la restitution afin de permettre aux participants et aux non participants de recevoir l'information et de la comprendre. Ils ont donc invité un certain nombre de médias à participer à la restitution et les ont encouragé à produire/diffuser des émissions auprès des communautés. Il s'agit des medias suivants : Radio Kibarizo FM, Mushwira FM, Sauti ya Injili de Goma, RACOU radio communautaire de Kiwanja, Pole FM, Radio Kivu One et la RTNC. Radio Okapi a également couvert les deux jours de restitution avec des émissions live et une couverture sur le site Internet.

Les journalistes avaient reçu au préalable une formation/sensibilisation d'une demi-journée à Goma délivrée par le STAREC et l'UAS. Ils ont été invités à rejoindre les assises et ont reçu un nouveau briefing le jour précédant la restitution afin de s'assurer qu'ils avaient bien compris les objectifs et le contenu des deux jours de réunion. Les journalistes ont participé de manière active à la fois aux discussions et à la diffusion de la restitution sur leurs ondes.

Afin de pouvoir être mieux à même d'évaluer l'impact d'un tel évènement auprès des participants et des non participants mais habitant la zone, une étude de base succincte est menée, en lien avec les assistants en liaison communautaire de la MONUSCO dans la zone. Un questionnaire partagé avant l'évènement et après, auprès des participants et des non participants, permettra de mettre en évidence la portée éventuelle de la restitution et son impact sur les connaissances de quelque 110 personnes interviewées.

8. Cérémonie de clôture

L'atelier a été clôturé par les discours officiels de représentants des Bami, des autorités étatiques, du STAREC et de l'UAS.

De ces discours on peut noter :

- La profonde gratitude pour l'opportunité donnée aux fils et aux filles des chefferies Bwito et Bashali de se retrouver autour d'une même table afin de débattre sur les vrais problèmes ;
- Le dépassement des formations parfois théâtrales et la multiplicité d'assises déjà organisées sur la question de stabilisation,
- L'appel aux représentants de la population, aux leaders locaux, aux églises, aux médias et aux membres de la société civile œuvrant dans le cadre de la transformation des conflits et du développement d'une paix durable dans la zone

autour de Kitshanga de comprendre et de s'approprier la nouvelle approche de stabilisation STAREC/ISSSS;

- L'engagement à identifier les rôles que les membres des communautés peuvent jouer dans le cadre de la stabilisation et à envisager comment les réaliser de manière pratique,
- La détermination à travailler afin d'asseoir la stabilité vivement recherchée ;
- Le besoin de tirer au concret toutes les recommandations formulées au lieu de les enfouir dans les tiroirs.



Annexe 1 : liste des participants